

PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

ARRETE

**portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement**

INFO	AVIS	REF	EXEC.	ARCH.
DIR				
CTA				
DSV 22 Reçu le	11 JUL. 2001			N°
SRA HA VUE				

**DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

*Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
 - VU Le Titre I du livre V du Code de l'Environnement ;
 - VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 ;
 - VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
 - VU l'arrêté ministériel du 29 février 1992 modifié le 1^{er} juillet 1999 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages porcins de plus de 450 porcs de plus de 30 kg soumis à autorisation sous la rubrique n° 2102 de la nomenclature ;
 - VU l'arrêté préfectoral du 1er juillet 1996 modifié le 15 janvier 1999 portant approbation et mise en oeuvre des programmes de résorption d'excédents d'azote d'origine organique ;
 - VU l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1997 établissant les programmes d'action à mettre en oeuvre pour la protection des eaux contre les pollutions par les nitrates d'origine agricole ;
 - VU l'arrêté préfectoral du 12 décembre 1991, autorisant l'E.A.R.L. DE BERNOUE, sise à SAINT-CONNED, au lieu-dit « Bernoué » à exploiter à cette adresse, un élevage de 1 674 places animaux-équivalents ;
 - VU la demande présentée par L'E.A.R.L. DE BERNOUE, sise à SAINT-CONNED, au lieu-dit « Bernoué » en vue de procéder, à cette adresse, à la restructuration et à la régularisation de la situation administrative d'un élevage autorisé le 12 décembre 1991 pour 1 674 places animaux-équivalents « effectifs présents au 01/01/94 » qui comprendra après travaux 1 798 places animaux-équivalents, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
 - VU les plans et documents annexés à cette demande ;
 - VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
 - VU les délibérations des conseils municipaux de SAINT-CARADEC, SAINT-GUEN, KERGRIST (56) émis respectivement les 9 décembre 1999, 21 octobre 1999 et 18 octobre 1999 ;
 - VU les avis des chefs de services départementaux de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, de la Protection Civile, et de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales émis respectivement les 23 novembre 1999, 6 octobre 1999, et 22 février 2000 ;
 - VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 13 décembre 2000 ;
 - VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène le 26 janvier 2001 ;
 - VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- ARRETE -

ARTICLE 1^{er} -

L'E.A.R.L. DE BERNOUE, est autorisée à installer et exploiter à SAINT-CONNED, au lieu-dit "Bernoué" conformément aux plans annexés à la demande, un élevage de 1 798 places animaux équivalents répartis comme suit :

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté Egalité Fraternité

37	places maternité :	soi	111	places animaux-équivalents,
165	places gestantes-verraterie :	soit	495	places animaux-équivalents,
1 050	places engraissement :	soit	1 050	places animaux-équivalents,
10	places quarantaine-infirmerie :	soit	10	places animaux-équivalents,
660	places post-sevrage :	soit	132	places animaux-équivalents,

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous réserve du respect des prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies dans les articles ci-après.

ARTICLE 2 -

Prescriptions particulières :

Effectif :

- L'effectif porcin maximum en présence simultanée ne devra pas dépasser 196 reproducteurs (truies-verrats-cochettes) et 1 050 porcs charcutiers de plus de 30 kg et 660 porcelets sevrés de moins de 30 kg.

- L'effectif porcin moyen annuel ne devra pas dépasser 175 reproducteurs (truies, verrats, cochettes. Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (bilans comptables, gestion technique ...).

- Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement, ...). Si le pétitionnaire fait engraisser des porcs à façon, il devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

Alimentation biphase :

- L'alimentation biphase sera mise en place dans un délai de 6 mois à compter de la date de l'arrêté préfectoral pour les bâtiments existants et dès la mise en service de l'élevage pour les constructions neuves.

- Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures...) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

- En cas de non respect des normes "biphase CORPEN" le pétitionnaire devra soit réduire sa production en fonction du plan d'épandage, soit présenter un complément d'épandage ou un autre moyen d'élimination des déjections en rapport avec la quantité d'azote organique produite.

Sécurité :

Les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustible, s'il en existe.

L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

Rendre accessible chacun des bâtiments par une voie de 4 mètres de large au moins, utilisable en toute circonstance, et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m³ équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m² au moins, conformément à la circulaire ministérielle N° 465 du 10 décembre 1951.

ARTICLE 3 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 4 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 5 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de SAINT-CONNEC pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de L'E.A.R.L. DE BERNOUE.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de L'E.A.R.L. DE BERNOUE dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 -

Délai et voie de recours (L 514.6 du Code de l'Environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 8 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Sous-Préfet de GUINGAMP,

Le Maire de SAINT-CONNEC,
L'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de
l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à L'E.A.R.L. DE BERNOUE pour
être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des
autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de MUR-DE-BRETAGNE,
LE QUILLIO, SAINT-CONNEC, SAINT-GILLES-VIEUX-MARCHE, SAINT-
CARADEC, SAINT-GUEN, KERGRIST (56). pour information.

SAINT-BRIEUC, le 31 MAI 2001
LE PREFET,

*Pour copie certifiée conforme
l'Attaché, Chef de Bureau*



Christian RAYMOND

Signé: Jacques BARTHELEMY